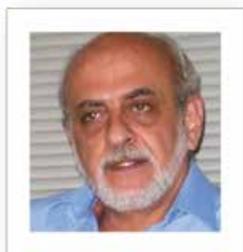




Enfants quilombolas. Les programmes de lutte contre la faim ont permis de maintenir un réseau de 4,5 millions d'exploitations familiales au Brésil.

Jeff Redman - If not us then who ?

Renforcer l'agriculture familiale au Brésil



D.R.

Renato Sergio Maluf, économiste, professeur à l'université fédérale rurale de Rio de Janeiro

ENTRETIEN Les politiques ciblées menées par le président Lula ont aidé l'agriculture familiale, mais il reste beaucoup à faire pour qu'elle accède enfin au marché privé.

Le président Lula a amplifié et diversifié le programme d'appui à l'agriculture familiale [1]. Quels ont été les résultats ?

Au Brésil, l'agriculture familiale inclut des petits paysans pauvres, mais aussi des exploitations intermédiaires qui se sont mécanisées, utilisant des intrants et des semences avec un fort potentiel. En facilitant l'accès des agriculteurs familiaux au crédit, les mesures prises dès la fin des années 1990 ont dans un premier temps renforcé ces exploitations intermédiaires. Après son arrivée au pouvoir en 2003, Lula a doublé les financements en ciblant davantage les petits éleveurs, les paysans expérimentant l'agroécologie, les produits de terroir, les jeunes, les femmes...

Les agriculteurs les plus pauvres en ont-ils profité ?

Les agriculteurs les plus pauvres ont en fait davantage profité des programmes de lutte contre la faim, via des achats publics subventionnés. Les cantines scolaires, dont 30 % des achats proviennent directement des paysans les plus vulnérables, ont ainsi fourni 46 millions de repas gratuits par jour aux élèves. Cette politique a maintenu un réseau de 4,5 millions d'exploitations familiales, couvrant 70 % des besoins des Brésiliens.

Si les politiques ciblées ont aidé l'agriculture familiale, elles n'ont pas suffisamment été suivies de mesures d'ac-

compagnement des agriculteurs les plus pauvres pour les aider à accéder aussi au marché privé : expérimentation de nouvelles méthodes de production, développement des rendements ou de la qualité des produits. L'agriculture industrielle a, quant à elle, continué à prospérer, une partie des agriculteurs intermédiaires aidés ayant été intégrés à ce système de production afin de développer les exportations.

Une prise de conscience des consommateurs pourrait-elle aider l'agriculture familiale à conquérir les marchés privés ?

Très impliqués dans les années 2000 dans la définition et la mise en œuvre des programmes de lutte contre la faim, les mouvements sociaux et les citoyens ont progressivement fait prendre conscience à la population que la qualité gustative et sanitaire des aliments dépendait aussi de la

manière dont ils étaient produits. Il y a en effet une véritable effervescence dans tout le pays autour du développement de marchés de niche (produits bio, produits des terroirs...) porté par des groupes de consommateurs responsables. Mais ces initiatives restent encore très dispersées et manquent de visibilité. Seule une initiative au niveau fédéral – et un appui technique adapté – permettrait de leur donner plus d'échos et donc plus de perspectives aux agriculteurs familiaux. ■ **Propos recueillis par L. E.**

[1] La destitution définitive de Dilma Rousseff le 31 août pourrait remettre en cause ce programme. Le ministère du Développement rural, à l'origine de ces politiques d'aides, a déjà été fusionné avec celui des Affaires sociales en juin.

INITIATIVE

Revaloriser une région semi-aride

Assurant la sécurité alimentaire et la production d'aliments sains, les mesures agricoles ciblées peuvent également ralentir l'exode rural et lutter contre la désertification de certaines régions. En témoigne le programme conduit par le projet de l'Institut de permaculture de Bahia, une des municipalités brésiliennes situées dans une région semi-aride. Répertoire par l'association Resolis dans

le cadre d'un recensement d'initiatives « pour une alimentation responsable et durable », ce projet participe à la revalorisation du territoire. 1 500 familles ont été accompagnées dans le développement de cultures adaptées à l'écosystème local (pois d'Angole, sorgho, papaye...), selon des pratiques agroécologiques, respectueuses de l'environnement, créatrices de revenus et d'emplois.